

PROTOCOLE D'ACCORD

RELATIF AUX SANCTIONS ADMINISTRATIVES COMMUNALES EN CAS D'INFRACTIONS MIXTES

ENTRE :

La commune Koekelberg représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins, au nom duquel agissent Monsieur Philippe Pivin, Bourgmestre, et Monsieur Dave Degrende, Secrétaire communal en exécution de la ratification du Conseil Communal du

ET

La commune Berchem-Sainte-Agathe représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins, au nom duquel agissent Monsieur Joël Riguelle, Bourgmestre, et Monsieur Philippe Rossignol, Secrétaire communal en exécution de la ratification du Conseil Communal du

ET

La commune Molenbeek-Saint-Jean représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins, au nom duquel agissent Madame Françoise Schepmans, Bourgmestre, et Monsieur Jacques De Winne, Secrétaire communal en exécution de la ratification du Conseil Communal du

ET

La commune Ganshoren représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins, au nom duquel agissent Monsieur Hervé Gillard, Bourgmestre, et Madame Nathalie Peltyn, Secrétaire communal en exécution de la ratification du Conseil Communal du

ET

La commune Jette représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins, au nom duquel agissent Monsieur Hervé Doyen, Bourgmestre, et Monsieur Paul-Marie Empain, Secrétaire communal en exécution de la ratification du Conseil Communal du *25 juin 2014*

ET

Le Procureur du Roi de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, représenté par Monsieur Le Procureur du Roi Jean-Marc Meilleur ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

A. Cadre légal

1. La loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales (M.B. 1^{er} juillet 2013), ci-après dénommée "loi SAC", dispose dans son article 3, 1^o et 2^o, que le conseil communal peut prévoir dans ses règlements ou ordonnances une sanction administrative pour les infractions suivantes au Code pénal :

- Article 398
- Article 448
- Article 521, 3^{ème} alinéa
- Article 461
- Article 463
- Article 526
- Article 534bis
- Article 534ter
- Article 537
- Article 545
- Article 559; 1°
- Article 561, 1°
- Article 563, 2°
- Article 563, 3°
- Article 563bis

Pour les infractions ci-dessus, un protocole d'accord peut être conclu entre le Procureur du Roi compétent et le collège des Bourgmestre et Echevins concernant les infractions mixtes. Ce protocole respecte l'ensemble des dispositions légales concernant notamment les procédures prévues pour les contrevenants et ne peut déroger aux droits de ceux-ci.

B. Infractions mixtes

Article 1. – échange d'informations

- a. Toutes les parties s'engagent à collaborer et à s'informer dans les limites de leurs compétences et garantissent la confidentialité de ces échanges.

A cet effet, le Procureur du Roi désigne un ou plusieurs magistrats de son arrondissement, ci-après dénommé les "magistrat de référence SAC". Les magistrats de référence pourront être contactés par les villes/communes liées par le présent accord en cas de difficultés concernant l'application de la loi ou le présent accord ou pour obtenir des informations sur les suites réservées à certains procès-verbaux.

- b. Les coordonnées des magistrats de référence, et des personnes de référence au sein des communes **sont échangées entre les différents partenaires**. La correspondance et/ou les échanges téléphoniques et/ou les courriers électroniques relatifs aux sanctions administratives leur seront adressés.
- c. Les parties s'engagent à signaler sans délai toute modification des coordonnées des personnes citées ci-dessus.

Article 2. – Traitement des infractions mixtes

Préambule : Conformément à la circulaire du Collège des Procureurs généraux (Col01/2006 révisé au 30/01/2014), cette convention ne concerne que les majeurs sachant que l'original du procès-

verbal concernant un mineur est toujours envoyé à la section « famille-jeunesse » du Parquet de son lieu de domicile, de celui de son tuteur ou de celui de la personne qui en a la garde, et est traité exclusivement par le Parquet.

I. Options quant aux traitements des infractions mixtes

Le Procureur du Roi s'engage à ne pas entamer de poursuites pour les infractions mixtes ci-après énumérées et les communes concernées s'engagent à traiter les infractions dûment constatées :

Indice de prévention 52. ART CP : 448 Injures.

Indice de préventions 50 ou 92 ART CP 526,534bis, 534ter, 537, 545, 559, 1°, 563, 2° Dégradations sur des biens mobiliers et immobiliers sauf sur véhicule.

Indice de préventions 12 ART CP 461 et 463 Vol à l'étalage pour un préjudice d'un montant inférieur à 250 euros commis par un auteur identifié ou identifiable (ex : au moyen d'images vidéos, d'une immatriculation, ... sauf ceux commis par une personne en séjour illégal (indice de prévention 55).

Indice de préventions 92 ART CP 561,1° Tapage nocturne.

Indice de préventions 92 ART CP 563,3° Voies de faits et violences légères.

Indice de préventions 98 ART CP 563 bis° Visage non identifiable dans l'espace public.

Le Procureur du Roi s'engage à apporter une suite (selon les modalités de sa politique de poursuites) aux infractions mixtes ci-après énumérées. Aucune copie du procès-verbal n'est transmise au Fonctionnaire sanctionnateur :

Indice de prévention 43. ART CP : 398 Coups et blessures volontaires.

Indice de prévention 50 ou 92. ART CP : 521, alinéa3 Dégradations de véhicule.

Indice de prévention 50 ART CP 534ter° Dégradations de véhicule.

Indices de préventions 12 et 18 ART CP 461 et 463 Vol simple, vol à l'étalage pour un préjudice d'un montant à partir de 250 euros, vol à l'étalage pour un préjudice d'un montant inférieur à 250 euros commis par une personne en séjour illégal (indice de prévention 55).

II. Modalités particulières

1. Si les faits visés dans le présent protocole sont liés à d'autres faits ou phénomènes (violence-intrafamiliale) qui n'entrent pas en ligne de compte pour les sanctions administratives ou ont débouché sur une privation de liberté, l'application de la procédure des sanctions administratives est exclue. Il en est de même en ce qui concerne la qualité du suspect lorsqu'il est connu en « bande urbaine ».

2. Au cas où le fonctionnaire sanctionnateur compétent constate, en appliquant la procédure visant à infliger une amende administrative communale, que le suspect s'est manifestement encore rendu coupable d'autres délits, il dénoncera les faits, par application de l'article 29 du Code d'instruction criminelle, au magistrat de référence SAC.
3. Compte tenu de la nature des faits dénoncés, le magistrat de référence SAC décidera s'il s'engage à apporter une suite pour l'ensemble des faits y compris celui ou ceux pour lesquels la procédure administrative était engagée. Il en informera, dans un délai de 2 mois de la dénonciation, le fonctionnaire sanctionnateur, lequel clôturera la procédure administrative. Sans décision du procureur du Roi, le fonctionnaire sanctionnateur n'a plus la possibilité d'infliger une amende administrative.
4. Au cas où il s'agit de constatations au sujet d'un suspect inconnu, il ne sera pas transmis de copie du procès-verbal au fonctionnaire sanctionnateur. Si le suspect initialement inconnu est identifié par la suite, le Procureur du Roi peut décider de ne pas engager de poursuites et transférer l'affaire au fonctionnaire sanctionnateur compétent.

Article 3

La présente convention est conclue sous la condition résolutoire de la suspension et/ou de l'annulation par l'autorité de tutelle dont dépend la commune de la délibération du Conseil communal ratifiant la présente convention.

Article 4

Les différents partenaires se réuniront au moins une fois par an afin d'évaluer la situation et de faire le point sur les différentes procédures mises en place.

Fait à Jette, le 7 juillet 2014 en autant d'exemplaires qu'il y a de parties.

Pour les communes de Jette

Hervé Doyen, Bourgmestre

Parquet du Procureur du Roi de Bruxelles

SA Kerken

Paul-Marie Empain, Secrétaire communal